

17.07.2019

Non ! au CETA et Oui ! à une politique commerciale durable et équitable



Les agriculteurs exhortent les députés à ne pas ratifier l'accord CETA

(Paris, le 17 juillet 2019) Des agriculteurs militent actuellement dans la capitale française en faveur d'un « Non ! » franc et massif lors du vote national sur l'accord CETA. Devant l'Assemblée nationale, des représentants de l'organisation agricole Coordination rurale (CR) et de sa section spécialisée rassemblant les éleveurs laitiers, l'Organisation des producteurs de lait (OPL) exhortent leurs députés à s'opposer à l'accord commercial controversé entre le Canada et l'UE. L'occasion pour eux d'accomplir un acte fort en faveur d'un commerce équitable et non nuisible.

L'accord CETA, qui abolit entièrement les droits de douane sur les produits industriels et plus de 90 % de ceux sur les produits agricoles, affaiblit aussi bien les producteurs européens que canadiens. Il fait fi des inquiétudes sérieuses exprimées depuis des années par les agriculteurs, les travailleurs et les consommateurs.

Comme les représentants français des producteurs l'ont dit à Paris, le CETA va tout particulièrement à l'encontre des objectifs importants que sont une relance de la création de valeur, des prix équitables pour les producteurs et une alimentation saine, sûre et durable. Pourtant, la nouvelle loi agricole française « EGAlim », adoptée en 2018, accordait justement à ces objectifs un rôle central. Pour Véronique Le Floc'h, secrétaire générale de la CR, il est donc essentiel que le Parlement français confirme par sa décision d'aujourd'hui son engagement en faveur d'une agriculture durable : « en concluant de tels accords commerciaux, la Commission européenne affaiblit notre modèle agricole. Celui-ci repose en particulier sur les exploitations familiales, qui répondent aux attentes des consommateurs. Nos députés doivent donc faire du vote sur l'accord CETA un exemple et montrer que la France refuse de mettre en œuvre un modèle agricole ultralibéral. »

Les quotas élevés de viande sont une menace pour tout le secteur agricole de l'UE

Bien entendu, les autres pays de l'UE sont affectés, au même titre que la France, par cet accord. Pour Erwin Schöpges, président de l'European Milk Board (EMB), le problème réside dans les quotas élevés de viande bovine et porcine que l'accord concède aux importations en provenance du Canada. Au-delà du secteur de la viande, les éleveurs laitiers seront également touchés. Ceux-ci devront prévoir des recettes plus faibles de la vente des vaches de réforme et des veaux.

L'ouverture du marché canadien aux produits laitiers provenant de l'UE se traduira par un quota douanier supplémentaire de 18 500 tonnes. Pour Erwin Schöpges, cela profitera surtout aux grandes laiteries et aux producteurs de spécialités fromagères dans l'UE. « Au contraire, les agriculteurs de l'UE n'ont pas grand-chose à gagner de cet accord. Sans instrument efficace de gestion de crise, les prix du lait resteront très inférieurs aux coûts. »

Un appel aux autres pays de l'UE à ne pas ratifier le CETA

Pour toutes ces raisons, l'EMB, en tant qu'association européenne des éleveurs laitiers, soutient les revendications de nos collègues français. Il les transmet également à tous les autres pays de l'UE devant encore se prononcer sur CETA par un vote national. Présente lors de la manifestation, Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB, s'adresse en des termes clairs aux députés de la représentation nationale : « Parlez avec vos agriculteurs, discutez avec les citoyens et, en tant que leurs représentants, répondez à leurs attentes. Les responsables européens ont fait la sourde oreille aux inquiétudes fondées qui s'exprimaient et ont conclu l'accord CETA malgré toutes les critiques dont il faisait l'objet. Vous pouvez toutefois faire en sorte, au niveau national, que nos producteurs et notre agriculture ne soient plus soumis à ces conditions nocives. S'il vous plaît, faites-le et ne ratifiez pas cet accord dans votre pays. »

Contacts :

Sieta van Keimpema – vice-présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Vanessa Langer – contact presse de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1935

Véronique Le Floc'h – secrétaire générale de la CR (FR) : +33 (0)6 03 75 66 45

Bernard Lannes - président national de la CR (FR) : +33 (0)5 62 60 14 96

[<<< back](#)